

## Grèce: les migrants arrivent toujours à Lesbos, sans pouvoir en partir

PAR ELISA PERRIGUEUR  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 5 DÉCEMBRE 2017



Devant le camp de Moria, à Lesbos. © Elisa Perrigreur

Plus de 8 500 demandeurs d'asile sont actuellement bloqués sur l'île de Lesbos, avec interdiction de se rendre sur le continent grec. Alors que le principal camp de l'île, Moria, est largement surpeuplé, des migrants arrivent chaque jour depuis la Turquie, située à une dizaine de kilomètres.

**Lesbos (Grèce), envoyée spéciale.**— Lorsqu'il a voulu traverser la dizaine de kilomètres de la mer Égée qui séparent la Turquie de l'île grecque de Lesbos, l'Irakien Muhammad n'a eu aucun mal à trouver un passeur. Aux frontières de l'Europe, ce business obscur est enraciné. Concurrentiel, selon l'étudiant de 26 ans. « *Dans le quartier d'Aksaray à Istanbul, il y en a plein...* »

Muhammad, veste de cuir marron et l'air sûr de lui, a pu choisir son tarif en négociant avec « *des Syriens, des Irakiens, de [son] âge, qui travaillent sous pseudo* ». Avec toujours la même stratégie commerciale. « *Au début, ils étaient sympas avec moi pour me vendre leur trajet, ils m'emmenaient boire du thé, plaisaient.* » Mais une fois l'argent déposé auprès d'une épicerie d'Istanbul, la relation a changé. « *Ils ne répondaient plus au téléphone, ils m'ont abandonné près de la plage de Dikili [à l'ouest de la Turquie – ndlr] avec des migrants syriens.* » Après avoir dormi plusieurs jours dans une forêt de la côte turque égéenne, le 20 novembre, Muhammad a finalement gagné les rives de Lesbos sur un bateau pneumatique, pour 500 euros.

En 2015, lorsque près d'un million de migrants avaient franchi cette frontière maritime, la traversée coûtait de 1 500 à 2 000 euros. Juste après la signature de l'accord controversé entre l'Union européenne (UE) et la Turquie, en mars 2016, le nombre des passages avait chuté. Mais ces derniers mois, il repart à la hausse : 26 167 personnes sont arrivées dans le pays en 2017, par la mer pour une majorité d'entre elles, selon l'Organisation internationale pour les migrations. « *On enregistre une hausse des venues cet automne*, précise Astrid Castelein, responsable au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). *Cela peut s'expliquer par la météo, la mer est très calme.* »

Désormais, chaque jour, comme Muhammad, en moyenne 120 migrants arrivent sur les îles grecques situées en face de la Turquie, notamment Lesbos, Samos ou Chios, indique Georges Christianos, commandant de la garde côtière hellénique et directeur du bureau de surveillance maritime.



L'île grecque de Lesbos, en face de la Turquie. © Elisa Perrigreur

Et les trafiquants prospèrent toujours sur la misère. « *Les passeurs sont nombreux. Nous en avons arrêté 800 depuis 2015 dans les eaux territoriales grecques, dont 210 cette année* », affirme-t-il. Condamnés sur la base de témoignages de migrants et de flagrants délits, ils écotent de peines allant jusqu'à dix ans de prison et d'une amende de 1 000 euros par migrant transporté. « *Ces trafiquants sont souvent des hommes entre 25 et 30 ans. Sur les 800 arrestations, 20 femmes ont été interpellées. Un quart de toutes ces personnes arrêtées sont d'origine turque.* » Pour beaucoup, des pêcheurs familiers des rivages montagneux près d'Izmir, Ayvalik, Bodrum, qui connaissent les eaux et maîtrisent leurs courants. Mais les passeurs sont aussi syriens, irakiens, pakistanais et ces deux dernières années, issus d'ex-pays soviétiques comme l'Ukraine.

Leurs « clients », des Syriens, Afghans, Soudanais, Congolais... payent 300 euros pour une place dans un canot pneumatique surchargé, 1 000 euros pour un passage dans un hors-bord et 2 000 euros pour une traversée sur un voilier de luxe. Certains passeurs restent à terre. D'autres accompagnent les embarcations sur des canots annexes, selon le ministère grec de la marine, pour pouvoir récupérer les moteurs et bateaux après la traversée. Avec la distance pour avantage. « *La Grèce et la Turquie sont parfois si proches qu'un passeur peut rejoindre les deux rives en une dizaine de minutes* », explique Georges Christianos. Mais une traversée peut aussi durer plus de deux heures, en fonction du point de départ en Turquie.

Aujourd'hui, ces trafiquants d'hommes doivent être plus stratégiques pour rester invisibles. Car depuis mars 2016, la frontière maritime a été barricadée. Vers 18 heures, le 24 novembre, un voile noir enveloppe les hauteurs de Lesbos. La patrouille portugaise de l'agence Frontex, chargée de surveiller les frontières extérieures de l'Union européenne, largue les amarres du petit port de Molivos, dans le Nord. Les trois agents ainsi qu'un officier de liaison grec longent les montagnes obscures de Turquie, dans les eaux territoriales grecques. Comme cette patrouille, 42 autres, en bateau, avion et hélicoptère, dont 17 de Frontex, arpentent la mer Égée, précise le ministère grec de la marine. Depuis mars 2016, ces équipages arrêtent les passeurs et récupèrent les embarcations de migrants. Mais ces interceptions sont presque indécélables : aucun bateau n'arrive directement sur les plages de galets, comme en 2015. Les opérations de secours ont lieu en mer Égée, le plus souvent au cœur de la nuit.

Ce soir de novembre, le navire battant pavillon portugais croise, phares éteints. « *Sans lumières, nous détectons mieux les embarcations au loin* », précise Paulo, le jeune commandant. Alors, dans leur étroite cabine, les agents scrutent durant des heures un radar et un écran où défilent les images des eaux alentour, filmées en caméra infrarouge. Seule une chanson de Marilyn Manson en fond sonore trahit leur présence dans la pénombre. L'étendue d'eau calme paraît

déserte, mais deux faibles lumières rouges clignent : les gardes-côtes turcs. « *Dès que Frontex ou les gardes-côtes grecs détectent au loin des embarcations de migrants dans les eaux territoriales turques, nous les prévenons pour qu'ils les ramènent en sécurité en Turquie* », indique le responsable grec Georges Christianos. Car si 120 personnes parviennent chaque jour à gagner la rive grecque, dans le même temps, 120 autres sont rapatriées en Turquie par les gardes-côtes turcs. La hantise des candidats à l'Europe.

Au même moment, un canot d'une capacité de 15 places quitte le rivage turc. Soixante-six personnes à bord. Durant la traversée, un mouvement de panique s'empare du bateau surchargé. Un enfant afghan de 10 ans ne survivra pas. « *D'après le témoignage du père, il est mort peu après avoir quitté la Turquie. Le bateau était trop plein, l'enfant était au centre, il a été piétiné* », rapporte Georges Christianos. Le bateau a ensuite été récupéré par une patrouille bulgare de Frontex. D'après l'**agence de presse grecque ANA**, l'arrivée du navire européen a suscité l'affolement. Les passagers ont cru que le navire appartenait aux gardes-côtes turcs. Et imaginé un retour forcé vers la Turquie.

« *On a toujours un doute, on ne sait jamais si ce sont des Grecs ou des Turcs lorsqu'ils arrivent vers nous.* » Eddy, pasteur congolais de 40 ans, arrivé à Lesbos en juin, se souvient de la peur qui l'a tétanisé lors de son sauvetage. Parti de la République démocratique du Congo (RDC), celui qui se décrit comme « *opposant politique, évadé de la prison de Makala [prison de Kinshasa – ndlr]* », a pris la mer de nuit avec 50 personnes. « *Il y a eu des mouvements de panique à cause des vagues. Deux hommes sont tombés à l'eau mais ont réussi à remonter.* » Après deux heures et demie à dériver seuls, un hélicoptère a survolé leur embarcation. « *Un navire a commencé à s'approcher. J'avais tellement peur que ce soit des Turcs. En anglais, des hommes disaient : "Restez calmes, nous sommes là pour vous sauver."* » Peu à peu, le drapeau grec du bateau est apparu à l'horizon. Les passagers ont poussé des cris de joie. « *Vous êtes maintenant en sécurité, nous allons à Lesbos* », ont répété les gardes-

côtes aux exilés. Mais Eddy ne s'attendait pas à une escale interminable. Même s'il avait entendu parler du « piège » du camp de Moria sur l'île grecque.

### **Moria, 2 000 places, 6 700 personnes, « Welcome to prison »**

L'étudiant Muhammad, lui, s'était « *mentalement préparé* » à Moria. Avant de quitter l'Irak, il s'était inscrit dans un groupe Facebook privé « *où discutent des passeurs et des Syriens et des Irakiens voulant venir en Grèce* ». Et ce nom revenait régulièrement dans les messages. « *Je savais qu'ici, certains deviennent fous. Je voyais des vidéos des bagarres, fréquentes à cause de l'alcool, du shit, de la tension. Et je savais que je passerais au moins l'hiver ici* », dit-il. Comme une condamnation. Lorsqu'il est arrivé devant les grilles du camp, le 23 novembre, il a lu ce tag le long du mur de béton : « *Welcome to prison.* »

Ce lieu illustre l'éternel contraste de Lesbos. Une tragédie humaine au cœur d'un paysage idyllique de mer azur et de collines arborées. Nichée au milieu de cette nature, cette forteresse de barbelés, dans le village de 1 000 âmes de Moria, « loge » désormais 6 700 migrants. De plus en plus confinés, bien au-delà des 2 000 places prévues. Soixante-quinze nationalités rapprochées de force par leur quête d'Europe : des Syriens, Afghans, Irakiens, Érythréens, Éthiopiens, Congolais, Camerounais, Ivoiriens... Hommes, femmes et enfants, répartis par origines.



6 700 personnes vivent actuellement dans le camp de Moria, au sud de l'île. Sa capacité est de 2 000 places. © Elisa Perriguer

L'Irakien Muhammad montre sa petite tente de deux places dans un champ d'oliviers. « *Nous dormons à cinq dedans. Les autres sont aussi des Irakiens que je ne connaissais pas avant de venir.* » Plusieurs

centaines de tentes ont été plantées dans l'urgence autour des containers, hors de l'enceinte de Moria, pour accueillir les migrants qui arrivent régulièrement sur l'île. 67 par jour en octobre, selon un calcul du HCR. Le linge qui pend sur ses grillages ne sèche pas. L'hiver s'approche, l'air est frais. L'odeur de poubelle et d'urine a supplanté celle des oliviers. Au bout d'un sentier d'herbes folles, jonché de préservatifs usagés, de canettes vides et d'excréments humains, coule un filet d'eau sorti d'un tuyau percé. C'est « la douche » pour des milliers de migrants qui n'accèdent pas aux centaines d'installations sanitaires du camp.

Depuis l'accord UE-Turquie, les migrants restent bloqués dans ce camp avec interdiction de quitter Lesbos dans l'attente du traitement de leur demande d'asile. Mamoudou, 27 ans, espère une réponse depuis sept mois. Cet Ivoirien exhibe sa carte de demandeur, renouvelée chaque mois par le Bureau européen en charge des demandes. Avec toujours cette même inscription en rouge : « *Droit de circuler à Lesbos.* » Mais nulle part ailleurs. Ce petit papier reste précieux : il lui permet de toucher 90 euros par mois. De fausses cartes circulent parfois dans le camp, d'après une source anonyme interne à Moria... L'Ivoirien a atterri en Turquie avec de faux papiers, avant de gagner les côtes grecques.

Comme lui, quelques milliers d'Africains désormais bloqués ont pris la route de la Grèce pour rejoindre l'Europe, voulant « *éviter la Libye où les Noirs sont réduits à l'esclavage.* [...] *Je l'ai vu sur le Net* », explique Mamoudou. Mais pour Sami, autre résident du camp venu de RDC, la Turquie est aussi un « *calvaire* », raconte-t-il en serrant sa Bible. « *Au départ, je voulais rester à Istanbul. Mais à l'aéroport, des policiers turcs m'ont arrêté plusieurs jours et ne m'ont pas laissé prier. Je suis chrétien, et ils étaient musulmans... Puis certaines personnes, dans la rue, se bouchaient le nez sur mon passage* », assure le jeune homme de 20 ans.

À plusieurs reprises, des ONG, comme Amnesty International, ont alerté sur **les risques qu'encourent les migrants en Turquie**. Assis sur un banc face à Sami, trois visiteurs venus de France, « *de passage*

quelques jours », écoutent son récit avec un air compassionnel. « *Nous sommes venus pour apporter notre soutien et la parole de Dieu à ces gens* », prêchent ces religieux anonymes, qui disent être venus à titre « *personnel* ». À quelques mètres, derrière les rangées de barbelés, des policiers épient l'étranger du regard. Un policier contrôle les images d'une journaliste vidéo. L'inscription « *No photo* » est placardée sur les clôtures.

L'Europe pourrait oublier Moria et ses âmes égarées, isolées en ses confins. Mais les autorités de Lesbos élèvent la voix. Le 20 novembre, à l'appel de la mairie, des centaines d'habitants grecs ont défilé sur le port aux façades pastel du chef-lieu de l'île, Mytilène. « *Il y a au total 8 500 candidats à l'asile bloqués sur l'île. C'est une mauvaise gestion de la crise de l'UE et du gouvernement, dénonce Marios Andriotis, porte-parole de la municipalité. La frustration monte. Des Afghans ont fait une grève de la faim sur la petite place de la ville pendant deux semaines.* »

Lesbos, impuissante et explosive, réclame « *le transport des migrants vers le continent [grec]* ». En mars 2016, Marios Andriotis se disait pourtant satisfait de l'accord UE-Turquie. « *Jamais nous n'aurions imaginé la situation actuelle, nous pensions que les déboutés de l'asile seraient renvoyés en Turquie.* » Le politicien ne s'attendait pas à ce que « *seules* » plusieurs centaines de personnes soient déportées de l'autre côté. « *Nous pensions aussi que les demandes d'asile seraient traitées rapidement.* » La réponse concernant le droit d'asile s'éternise. Inquiet, Marios Andriotis estime que « *les migrants pourront désormais attendre jusqu'à un an pour savoir ce qu'ils deviendront* ». Certains ne tiendront pas. Régulièrement, des migrants tentent de rejoindre Athènes en montant illégalement à bord des ferries qui partent chaque jour de Lesbos.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.